

МИНИСТЕРСТВО СЕЛЬСКОГО ХОЗЯЙСТВА
И ПРОДОВОЛЬСТВИЯ РЕСПУБЛИКИ БЕЛАРУСЬ

ГЛАВНОЕ УПРАВЛЕНИЕ ОБРАЗОВАНИЯ,
НАУКИ И КАДРОВОЙ ПОЛИТИКИ

Учреждение образования
«БЕЛОРУССКАЯ ГОСУДАРСТВЕННАЯ
ОРДЕНОВ ОКТЯБРЬСКОЙ РЕВОЛЮЦИИ
И ТРУДОВОГО КРАСНОГО ЗНАМЕНИ
СЕЛЬСКОХОЗЯЙСТВЕННАЯ АКАДЕМИЯ»

Кафедра лингвистических дисциплин

С. А. Носкова, А. С. Саскевич, Н. А. Серафимович

ФРАНЦУЗСКИЙ ЯЗЫК

DROIT

*Методические указания
для студентов, обучающихся по специальности
1-24 01 02 Правоведение*

Горки
БГСХА
2022

УДК 804.0(072)

*Одобрено методической комиссией
по социально-гуманитарным и лингвистическим дисциплинам
21.01.2022 (протокол № 5)
и Научно-методическим советом БГСХА
26.01.2022 (протокол № 5)*

Авторы:

кандидат филологических наук, доцент *С. А. Носкова*;
старший преподаватель *А. С. Саскевич*;
старший преподаватель *Н. А. Серафимович*

Рецензент:

кандидат филологических наук, доцент *Н. С. Шатравко*

Французский язык. Droit : методические указания / С. А. Носкова, А. С. Саскевич, Н. А. Серафимович. – Горки : БГСХА, 2022. – 34 с.

Приведены тексты, направленные на обучение чтению специальной литературы на французском языке и закрепление лексики.

Для студентов, обучающихся по специальности 1-24 01 02 Правоведение.

© УО «Белорусская государственная
сельскохозяйственная академия», 2022

ВВЕДЕНИЕ

Данные методические разработки предназначены для студентов факультета бизнеса и права специальности 1-24 01 02 Правоведение.

Целью данных методических разработок является развитие навыков чтения и говорения по правовой тематике. Методические разработки состоят из пяти уроков. Каждый урок содержит оригинальный французский текст, словарь, комментарий, предтекстовые и послетекстовые упражнения. Система упражнений имеет коммуникативную направленность, способствует развитию навыков чтения и говорения, а также закреплению и контролю усвоения лексики. В конце каждого урока есть оригинальный текст для дополнительного чтения, который является логическим продолжением темы урока.

Лексические упражнения строятся целиком на изученном лексическом материале и включают следующие виды работы: ответьте на вопросы, закончите предложения, найдите в тексте французские эквиваленты и, наоборот, соедините по смыслу две части предложения, вставьте вместо точек подходящие по смыслу слова, найдите синонимы, антонимы в тексте, переведите устойчивые выражения на русский язык, составьте с ними предложения и др.

Методические разработки могут быть использованы как для аудиторной, так и для самостоятельной работы студентов.

UNITE 1

I. Apprenez les mots par coeur:

un collègue	коллегия
électoral	избирательный
restreint	узкий, ограниченный
une collectivité	административно-территориальное образование
	(департамент, коммуна)
un suffrage	голосование
négocié	вести переговоры
un traité	договор
une ordonnance	постановление, положение
délibérer	обсуждать
une révision	пересмотр, проверка
un message	послание, официальное сообщение, поручение
un débat	обсуждение
soumettre	представлять, предлагать, поставить
consacrer	закрепить
une autodétermination	самоопределение
une dissolution	ропуск, расформирование
renverser	свергать
le vote d'une motion de censure	голосование вотума недоверия
un litige	судебный процесс, судебный спор
donner raison à qn	согласиться с кем-то, признать чью-либо правоту
autoriser	разрешать
une continuité	преемственность
engager sa responsabilité	брать на себя ответственность
un texte	нормативный акт, закон

II. Traduisez les mots et les groupes de mots du français en russe:

un suffrage universel direct, nommer le Premier ministre, accréditer les ambassadeurs nationaux, négocier, présider le conseil des ministres, signer les ordonnances, promulguer les lois, exercer son rôle d'arbitre, renverser le gouvernement, dissoudre l'Assemblée nationale, donner raison au gouvernement, menacer, assurer l'exécution des lois, nommer aux emplois civils et militaires, être responsable de la Défense nationale, adopter un texte, être voté à la majorité absolue des députés.

III. Traduisez les mots et les groupes de mots du russe en français:

узкий состав избирателей (выборщики), ратифицировать договор, обсуждать декрет, потребовать нового обсуждения, пересмотр конституции, поставить на референдум, закрепить право, право на самоопределение, объявить о роспуске, вотум недоверия, обладать исключительными полномочиями, национальная преемственность, обстоятельство, проведение политики, брать на себя ответственность

IV. Lisez et traduisez le texte A en russe.

Texte A. LE POUVOIR EXECUTIF

L'Exécutif se compose d'un Président de la République et d'un Gouvernement dirigé par le Premier ministre.

Elu initialement par un collège électoral restreint composé des membres du Parlement et de représentants des collectivités locales, le Président de la République est, depuis une réforme adoptée par le référendum du 25 octobre 1962, élu au suffrage universel direct.

Le Président de la République a les prérogatives ordinaires d'un chef d'Etat. Il nomme le Premier ministre, et, sur la proposition du Premier ministre, les autres membres du Gouvernement. Dans le domaine international, il accrédite les ambassadeurs nationaux et les ambassadeurs étrangers sont accrédités auprès de lui. Il négocie et ratifie les traités. Sur le plan national, il préside le Conseil des ministres, signe les ordonnances et décrets délibérés en Conseil des ministres, promulgue les lois et peut demander au Parlement une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

Par ailleurs, il a, comme le Parlement et sur proposition du Premier ministre, l'initiative de la révision de la constitution. Il communique avec le Parlement par des messages qui ne donnent lieu à aucun débat. Il peut soumettre au référendum, pendant la durée des sessions parlementaires, certains projets de loi importants. Ce qui a été le cas pour consacrer le droit de l'Algérie à l'autodétermination (8 janvier 1961), puis son indépendance

(avril 1962) et pour introduire dans la constitution l'élection du Président de la République au suffrage universel.

Enfin, pour exercer pleinement son rôle d'arbitre entre pouvoirs, il peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des Assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.

C'est ainsi que, le gouvernement de Pompidou ayant été renversé par le vote d'une motion de censure lors du débat sur l'élection du Président de la République au suffrage universel, l'Assemblée nationale a été dissoute et le litige porté devant le peuple qui a donné raison au Gouvernement.

En période de crise, le Président de la République dispose de pouvoirs exceptionnels. Si les institutions, l'indépendance de la nation ou l'intégrité du territoire sont menacées, la constitution l'autorise en tant que garant de la continuité nationale à prendre toutes mesures exigées par les circonstances, le Premier ministre, les présidents des Assemblées et le Conseil constitutionnel ayant été consultés et le Parlement réuni de plein droit.

Le Premier ministre dirige l'action du gouvernement, lequel détermine la politique générale de la nation; il porte, donc, avec le Président de la République, la charge essentielle de la conduite de la politique française. Il assure l'exécution des lois, nomme aux emplois civils et militaires (sous réserve des pouvoirs dévolus en ce domaine au Président de la République), il est responsable de la Défense nationale.

Le Gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale, mais il ne peut engager sa responsabilité que sur son programme, une déclaration de politique générale ou un texte qu'il veut voir adopter. Il ne peut être renversé que si une motion de censure signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée nationale est votée à la majorité absolue des députés.

V. Répondez aux questions.

1. A qui appartient le pouvoir exécutif en France?
2. Comment est élu le Président de la République?
3. Quelles prérogatives a-t-il dans le domaine international et sur le plan national?
4. Comment le chef d'Etat communique-t-il avec le parlement?
5. Quels projets de loi ont été soumis au référendum?
6. Dans quels cas le Président peut-il prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale?
7. Quand dispose-t-il de pouvoirs exceptionnels?
8. Quelles sont les fonctions du Premier ministre?
9. Le gouvernement, peut-il engager sa responsabilité?

VI. Réunissez les deux parties de la proposition d'après le sens:

1. L'exécutif se compose d'un Président de la République et...	1. ... dispose de pouvoirs exceptionnels.
2. En période de crise, le Président de la République ...	2. ... aux emplois civils et militaires, il est responsable de la Défense nationale.
3. Le Président peut soumettre au référendum, ...	3. ... prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.
4. Le Premier ministre assure l'exécution des lois, nomme ...	4. ... est votée à la majorité absolue des députés.
5. Après la consultation du Premier ministre et des présidents des Assemblées, le Président de la République peut ...	5. ... d'un Gouvernement dirigé par le Premier ministre.
6. Le Gouvernement ne peut être renversé que si une motion de censure signée par un dixième de l'Assemblée nationale ...	6. ... pendant la durée des sessions parlementaires, certains projets de loi importants.

VII. Complétez les phrases en utilisant le contenu du texte .

1. Le Président de la République est, depuis une réforme adoptée par le référendum du 25 octobre 1962, ...
2. Dans le domaine international, le Président accrédite...
3. Le Président communique avec le Parlement par ...
4. Si les institutions, l'indépendance de la nation ou l'intégrité du territoire sont menacées, la constitution...
5. Le Premier ministre dirige l'action du gouvernement, lequel ...
6. Le Gouvernement est responsable devant ...

VIII. Trouvez dans le texte les phrases qui ont le même sens que les phrases ci-après.

1. Le Président jouit des privilèges habituels d'un chef d'Etat.
2. Ce qui a été le cas de sanctionner le droit de l'Algérie de disposer d'elle-même.
3. Le différend a été soumis à la consultation populaire qui a reconnu le bon droit du gouvernement.
4. Il ... assume la responsabilité principale de la direction de la politique française.

IX. Trouvez dans le texte le contraire de:

un collège électoral étendu, donner tort à, destituer d'un emploi, une motion de confiance.

X. Précisez le sens des groupes de mots ci-dessous. Faites-les entrer dans de petites phrases :

âge de raison ; raison convaincante ; raison d'Etat ; mariage de raison ; avoir de bonnes raisons pour... ; donner raison à qn ; demander raison d'une offense ; faire raison de ; chercher des raisons ; à raison d'un député par 300 000 habitants ; en raison de ; raison de commerce, raison sociale ;

prendre le pouvoir ; prendre en défaut ; prendre en flagrant délit ; prendre la main dans le sac ; prendre froid ; prendre des précautions ; prendre connaissance de ; prendre garde, prendre conseil ; prendre date ; prendre sur la bouche ; prendre pour qn ;

donner de la peine ; donner la chasse à ; donner la mort ; donner sa voix ; donner raison à... ; donner gain de cause à... ; donner pleins pouvoirs ; étant donné que.. ; se donner pour ;

prendre en charge ; être à charge à qn ; être à la charge de qn ; à charge de ; à charge de revanche ; il a charge de... ; les charges de l'Etat ; charges d'importation ; témoin à charge ; relever de lourdes charges contre qn ; chargé de pouvoir ; lettre chargée ; temps chargé ; un chargé d'affaires ; un chargé de cours.

XI. Exposez la structure du pouvoir exécutif. Comment est-il formé?

XII. Lisez et traduisez le texte B en russe.

**Texte B. PREPONDERANCE DU PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE**

La Constitution du 4 octobre 1958 instituait l'élection du Président de la République au suffrage universel indirect par un collège électoral comprenant les membres du Parlement et divers représentants des élus locaux. Elu par ce collège en 1958, le général de Gaulle le fut au suffrage universel direct à l'élection de 1965. Ce mode de désignation rompt avec une tradition de plus d'un siècle qui, au nom de la suprématie du Parlement, interdisait que le chef de l'Etat tînt directement son pouvoir de la souveraineté populaire. Il contribue à renforcer un pouvoir exécutif conçu, dès 1958, comme la clé de voûte des nouvelles institutions. Par ailleurs, la pratique constitutionnelle, dominée par la personnalité du général de Gaulle, va entériner cette prépondérance du pouvoir exécutif.

Le Président est élu pour sept ans - le mandat le plus long des régimes

parlementaires - et indéfiniment rééligible. "Chef des armées" (art. 15), le Président est également le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités (art. 5). A ce titre, il joue un rôle essentiel en matière de politique étrangère, un domaine qu'il partage avec le gouvernement. Le Président "veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat" (art. 5).

Le Président est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire (art. 64) et, à ce titre, il préside le Conseil supérieur de la magistrature qui émet des propositions ou des avis sur les nominations de magistrats.

A l'instar du Premier ministre, des présidents des assemblées ou de soixante députés ou sénateurs, il peut saisir le Conseil constitutionnel pour déterminer la conformité de la loi à la Constitution avant sa promulgation.

La Constitution définit les pouvoirs exercés personnellement par le Président et ceux qu'il partage avec le Premier ministre. Grâce à cet équilibre, la Constitution a permis le fonctionnement des institutions en période de "cohabitation" entre un Président et un Premier ministre appartenant à des majorités politiques différentes.

UNITE 2

I. Apprenez les mots par coeur :

un scrutin	голосование
un Département d'Outre-mer	Заморский Департамент
un Territoire d'Outre-mer	Заморская территория
un suppléant	заместитель
renouvelable	переизбираемый
incompatible	несовместимый
un poste	должность
ministériel	министерский
une cohésion	сплоченность
l'initiative de la loi	законодательная инициатива
persistant	продолжительный
une urgence	срочность, требование
	правительства о применении
	срочного порядка
	рассмотрения законопроекта
une conciliation	примирение
statuer	выносить решение

en dernier ressort	в конечном счете, в последнюю очередь, наконец
relever de qch	подчиняться
une interpellation	парламентская интерpellация
une inscription d'office	внесение обязательных поправок
s'opposer	противиться
un amendement	поправка
inopportun	неоправданный, несвоевременный

II. Traduisez les mots et les groupes de mots du français en russe:

élire au scrutin universel direct, un Département d'Outre-mer, un Territoire d'Outre-mer, agir sous le contrôle de l'Etat, une nouveauté, viser, la cohésion du Gouvernement, voter la loi, appartenir, persister, aboutir, demander à l'Assemblée nationale, en dernier ressort, autoriser le Gouvernement, inversement, disposer de moyens de pression.

III. Traduisez les mots et les groupes de mots du russe en français:

генеральный советник, заместитель, переизбираемый, мандат члена парламента, избираемая должность, несовместимость функций, законодательная инициатива, серьёзное разногласие, в случае крайней необходимости, процедура примирения, принимать меры, включение в повестку дня, неоправданная поправка, непосредственное обращение к стране.

IV. Lisez et traduisez le texte A en russe.

Texte A. LE POUVOIR LEGISLATIF

Le pouvoir législatif appartient au Parlement composé de l'Assemblée nationale et du Sénat. L'Assemblée nationale, élue au scrutin universel direct pour cinq ans par les citoyens des deux sexes âgés de plus de 21 ans, comprend 577 députés pour la Métropole, les Départements d'Outre-mer et les Territoires d'Outre-mer. Les sénateurs sont élus pour neuf ans au scrutin universel indirect par un collège électoral composé des députés, conseillers généraux et délégués des conseils municipaux ou leurs suppléants. Le Sénat est renouvelable par tiers et composé de 319 sénateurs.

Le mandat parlementaire est incompatible avec un poste ministériel, une fonction de membre du Conseil constitutionnel et, en principe, avec toute fonction publique non électorale ou toute fonction privée importante dans une entreprise agissant pour le compte ou sous le contrôle de l'Etat. L'incompatibilité des fonctions gouvernementales avec l'exercice de tout mandat parlementaire est une des nouveautés de la constitution et vise à renforcer la stabilité du Gouvernement en assurant à celui-ci plus de cohésion.

Le Parlement vote la loi dans le domaine qui lui est réservé par la constitution et qui comprend la fixation des règles générales dans toutes les matières touchant aux droits individuels des citoyens et à l'organisation de l'Etat.

L'initiative de la loi appartient aussi bien au Premier ministre qu'aux parlementaires. En cas de désaccord persistant entre les deux Assemblées ou en cas d'urgence déclarée par le Gouvernement, une procédure de conciliation est prévue. Si la conciliation n'aboutit pas, le Gouvernement peut demander à l'Assemblée nationale de statuer en dernier ressort.

Par ailleurs, le Parlement peut autoriser le Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures relevant normalement du domaine législatif.

Par les questions écrites ou orales adressées par les parlementaires aux ministres, par les interpellations et par les motions de censure, le Parlement contrôle l'action du Gouvernement. Inversement celui-ci dispose de moyens de pression sur le Parlement tels que l'inscription d'office à l'ordre du jour des Assemblées des affaires dont il demande la discussion, le droit de s'opposer aux amendements inopportuns ou même l'appel direct au pays, par le référendum ou de nouvelles élections.

V. Répondez aux questions.

1. A qui appartient le pouvoir législatif en France?
2. Comment sont élus l'Assemblée nationale et le Sénat?
3. Avec quelles fonctions le mandat parlementaire est-il incompatible?
4. Quelles sont les fonctions du Parlement français?
5. Dans quels cas peut-on recourir à la procédure de conciliation?
6. Comment le Parlement contrôle-t-il l'action du Gouvernement?
7. De quels moyens de pression dispose le Parlement?

VI. Réunissez les deux parties de la proposition d'après le sens:

1. De 1958 à 1981 les Assemblées étaient élues ...	1. ... a réinstauré le scrutin majoritaire.
2. Les partis de la gauche après leur victoire électorale de 1981...	2. ... sont ouvertes et closes par décret du président de la République.
3. La droite ayant reconquis le pouvoir à la suite des élections de 1986...	3. ... à la demande du Premier ministre ou de la majorité des membres de l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé.
4. Le Parlement peut se réunir en session extraordinaire...	4. ... au Parlement composé de l'Assemblée nationale et du Sénat.
5. Les sessions extraordinaires...	5. ... ont instauré la représentation proportionnelle.
6. Le pouvoir législatif appartient ...	6. ... au scrutin majoritaire à deux tours.

VII. Complétez les phrases en utilisant le contenu du texte.

1. Les sénateurs sont élus pour neuf ans au scrutin ...
2. L'incompatibilité des fonctions gouvernementales avec l'exercice de tout mandat parlementaire est ...
3. L'initiative de la loi appartient ...
4. Si la conciliation n'aboutit pas, ...
5. Par ailleurs, le Parlement peut autoriser le Gouvernement à ...
6. Inversement le Gouvernement dispose de moyens de pression sur le Parlement tels que ...

VIII. Trouvez dans le texte les phrases qui ont le même sens que les phrases ci-après.

1. Si la conciliation ne réussit pas, le gouvernement peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernière instance.
2. Les membres du Parlement n'ont pas le droit de cumuler leur mandat avec toute fonction publique non élective.
3. Le Parlement a l'initiative législative.

IX. Trouvez dans le texte le contraire de:

la compatibilité d'une fonction, un amendement opportun, une fonction non élective, une querelle.

X. Trouvez les synonymes dans le texte:

un différend, un arrêté, une permanence, continu, en dernière instance, le cas échéant.

XI. Précisez le sens des groupes de mots ci-dessous. Faites-les entrer dans de petites phrases:

un cas de conscience ; faire cas de ... ; un cas de divorce ;

faire droit à... ; de droit ; cela va de droit ; jouir de ses droits ; nul de plein droit ; à bon droit ;

en plein conseil ; en pleine activité ; à pleine voix ; battre son plein ; en plein vent ; pleins pouvoirs ; faire le plein des voix ;

porter les armes ; porter l'eau au moulin ; porter la robe ; porter atteinte à ... ; porter bien son âge ; porter un arrêt, porter bien le vin ; porter témoignage ; être porté disparu ; porter la santé de ... ; porter à la chambre ; porter à l'écran ; porter à la connaissance de qn ; porter une affaire devant les tribunaux ; porter à la tête.

XII. Exposez la structure du pouvoir législatif. Comment est-il élu ?

XIII. Lisez et traduisez le texte B en russe.

Texte B. PALAIS DU LUXEMBOURG – RESIDENCE DU SENAT

En France les séances du Sénat ont lieu au Palais du Luxembourg.

A l'instar du député, le sénateur est avant tout un législateur. Son pouvoir, dans ce domaine, s'exprime essentiellement par le droit d'amendement. L'examen des projets et propositions de lois s'effectue au Sénat comme à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire, dans un premier temps, par l'intermédiaire de six commissions permanentes (Affaires culturelles, Affaires économiques, Affaires étrangères, Défense et forces armées, Affaires sociales, Finances et Lois), puis en séance publique. Alors que l'Assemblée nationale dispose de certaines prérogatives dans le domaine législatif, le gouvernement ne peut passer outre l'avis du Sénat s'agissant de la révision de la Constitution.

A l'exception du vote d'une motion de censure, les sénateurs ont des pouvoirs identiques à ceux de leurs collègues députés en matière de contrôle du gouvernement. Celui-ci s'opère par le biais de questions écrites aux ministres (de 5 à 6 000 par an), par des débats après une déclaration de politique générale ainsi que par des missions d'information et des commissions d'enquête.

Outre le vote de la loi et le contrôle du gouvernement, la Constitution de 1958 a chargé le Sénat d'assurer la représentation des collectivités territoriales de la République, c'est-à-dire les communes, les départements, les régions ainsi que les territoires d'outre-mer. Les Français établis hors de France sont également représentés au Sénat.

Le mode de scrutin et la durée du mandat des sénateurs ont pour conséquence une stabilité politique, renforcée par le fait que le Sénat ne peut être dissous. Cette permanence de la Haute Assemblée explique que la Constitution confie au président du Sénat l'exercice provisoire des fonctions de Président de la République en cas de vacance ou d'empêchement. Une telle situation s'est produite à deux reprises : en 1969, après la démission du général de Gaulle et en 1974, à la mort du Président Pompidou. Le Sénat est ainsi un pôle de stabilité dans les institutions puisqu'il assure la continuité du fonctionnement des pouvoirs publics et donc de l'Etat.

UNITE 3

I. Apprenez les mots par coeur :

un membre de droit	обязательный член (согласно закону), член “ex officio”
saisir	налагать арест на имущество
une déclaration	заявление
une conformité	соответствие
outre	помимо, кроме
des attributions	полномочия, функции
un jugement	рассмотрение дел, судебное разбирательство
contester	оспаривать
soumettre	предлагать на рассмотрение, утверждать
mettre en application	осуществлять, применять
désigner	назначать
un complot	заговор

un délit	преступление, деликт, умышленное гражданское правонарушение
une grâce	помилование
inamovible	несменяемый

II. Traduisez les mots et les groupes de mots du français en russe:

l'exercice des fonctions, le Conseil constitutionnel, le Conseil économique et social, le Conseil d'Etat, veiller au respect de la Constitution, une autorité, l'examen du règlement des Assemblées, le jugement des élections contestées, juger le Président, désigné par le Président, soumettre les propositions, d'une part, d'autre part, être chargé, conseiller le gouvernement, une ordonnance, l'exécution des lois de finances.

III. Traduisez les mots et les groupes de mots du russe en français.

Высший суд, Высший совет магистратуры, Счётная палата, обязательный член конституционного Совета, налагать арест на имущество, соответствие законов Конституции, иметь другие полномочия, контроль за проведением референдума, постановление, объявленный неконституционным, предоставить на рассмотрение конституционному Совету, в частности, оспаривать, перед обнародованием закона, профсоюз, профсоюзный, обвинять, заговор против государства, совершить преступление, умышленное гражданское правонарушение, назначение магистрата, высказать своё мнение, возглавлять Высший совет магистратуры, несменяемый, обеспечивать контроль.

IV. Lisez et traduisez le texte A en russe.

Texte A. LES ORGANES SPECIALISES

Plusieurs organes spécialisés aident l'Exécutif et le Législatif dans l'exercice de leurs fonctions: le Conseil constitutionnel, le Conseil économique et social, la Haute Cour de Justice¹, le Conseil supérieur de la magistrature², le Conseil d'Etat et la Cour des comptes³.

Le Conseil constitutionnel comprend les membres de droit qui sont les anciens présidents de la République et 9 membres, dont 3 nommés par le

président de la République, 3 par le président du Sénat et 3 par le président de l'Assemblée nationale. Il a pour rôle de veiller au respect de la Constitution. Il ne peut être saisi que par quatre autorités : le président de la République, le Premier ministre, et les deux présidents des Assemblées. Outre la déclaration de conformité des lois à la Constitution le Conseil constitutionnel a d'autres attributions, notamment, l'examen du règlement des Assemblées, le jugement des élections contestées et la surveillance des opérations de référendum.

Les lois, avant leur promulgation, doivent être soumises au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution. Une disposition déclarée inconstitutionnelle ne peut être promulguée ni mise en application.

Le Conseil économique et social a un rôle essentiellement consultatif. Il se compose de 200 membres désignés pour cinq ans parmi les mouvements syndicaux ou professionnels. Il représente les principales activités économiques et sociales de la République.

La Haute Cour de Justice, composée de juges élus moitié par l'Assemblée et moitié par le Sénat, est chargée de juger le président de la République lorsqu'il est accusé par les Assemblées de haute trahison, et les ministres lorsqu'ils sont accusés de la même façon de complot contre l'Etat, ou lorsqu'ils ont commis des crimes ou des délits dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Conseil supérieur de la magistrature se compose de 9 membres désignés par le président de la République pour quatre ans. Il soumet au président de la République les propositions de nomination de certains hauts magistrats ou donne son avis sur les propositions du ministre de la Justice concernant les autres nominations. Il est obligatoirement consulté sur les grâces, le droit de grâce appartenant au président de la République.

Le Conseil supérieur de la magistrature est présidé par le président de la République. Le ministre de la Justice en est le vice-président.

Le Conseil d'Etat a un double rôle. Il est d'une part un organisme consultatif chargé de conseiller le gouvernement dans la rédaction de ses projets de lois, d'ordonnances et de décrets et, d'autre part, la Cour suprême en matière administrative. Les membres du Conseil d'Etat sont nommés par le gouvernement et ne sont pas, en droit, inamovibles.

La Cour des comptes assure le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est composée de magistrats⁴ inamovibles.

Commentaire

1. La Haute Cour de Justice – Высший суд (во Франции – для рассмотрения дел о преступлениях, совершённых высшими должностными лицами).

2. Le Conseil supérieur de la magistrature – Высший совет магистратуры (специализированный орган парламента Франции. Основная задача – обеспечение независимости судей).

3. La Cour des comptes – Счётная палата (судебный орган, осуществляющий контроль за исполнением бюджета путём ежегодной проверки счетов государственной отчётности).

4. Un magistrat – магистрат (должностное лицо, наделённое судебными, административными или политическими полномочиями).

V. Répondez aux questions.

1. Quels organes spécialisés aident l'Exécutif et le Législatif dans l'exercice de leurs fonctions?

2. Qui comprend le Conseil constitutionnel?

3. Quel est le rôle du Conseil constitutionnel?

4. Qui peut saisir le Conseil constitutionnel?

5. Quel rôle a le Conseil économique et social?

6. De qui se compose-t-il?

7. Quelles sont les fonctions de la Haute Cour de Justice en France?

8. Quelle est la composition de la Haute Cour de Justice?

9. Le Conseil supérieur de la magistrature, de qui est-il composé?

10. De quoi s'occupe-t-il?

11. Qui préside le Conseil supérieur de la magistrature?

12. Qu'est-ce que le Conseil d'Etat est chargé de faire en France?

13. Qui nomme les membres du Conseil d'Etat?

14. Qu'est-ce que la Cour des comptes fait? De qui est-elle composée?

VI. Réunissez les deux parties de la proposition d'après le sens.

1. Le Conseil constitutionnel joue un rôle important ...	1. ... par des arrêtés pris par le maire.
2. Ces appréciations nous ont conduits à...	2. ... appartenant au président de la République.
3. Le Conseil supérieur de la magistrature est obligatoirement consulté sur les grâces, le droit de grâce ...	3. ... dans la défense des intérêts du peuple français.

4. L'exécution de ces tâches est assurée ...	4. ...le préfet peut toucher certaines indemnités.
5. En principe, ces fonctions sont gratuites, mais ...	5. ... par le secrétaire général dont le rôle est très important.
6. Dans les grandes villes le personnel administratif et le personnel technique représente plusieurs centaines d'agents dirigés ...	6. ... demander la suppression du Conseil constitutionnel.

VII. Complétez les phrases en utilisant le contenu du texte.

1. Plusieurs organes spécialisés aident l'Exécutif et le Législatif dans l'exercice de leurs fonctions ...
2. Le Conseil constitutionnel a pour rôle de ...
3. Une disposition déclarée inconstitutionnelle ne peut être ...
4. Il se compose de 200 membres ...
5. Il soumet au président de la République ...
6. Les membres du Conseil d'Etat sont nommés par ...
7. La Cour des comptes est composée de ...

VIII. Au lieu des points mettez les mots qui conviennent:

une autorité, contester, charger, soumettre, commettre, un crime, inamovible, un délit, un complot, saisir, des attributions

1. Cela n'est pas et n'entre pas dans ses ... 2. Il veut ... les déclarations de ce témoin. 3. Le maire ... le problème au préfet. 4. Elle avait dû payer 20 francs à un cordonnier, qui menaçait de les faire ... 5. ... de justice est le pouvoir permettant aux juges d'ordonner des mesures relatives aux personnes et aux biens. 6. On ... de l'enquête un nouveau commissaire de police. 7. Votre erreur n'est pas ... , mais elle vous en fait ... un. 8. Il commet ... contre la société. 9. Un groupe de personnes que lie un serment prépare ... contre l'Etat. 10. La Cour des comptes est composée de magistrats

IX. Trouvez les synonymes dans le texte:

une conjuration, une infraction, approuver, une désignation, édicter, un pouvoir, perpétrer.

X. Trouvez les antonymes dans le texte:

abroger, amovible, une destitution, confirmer.

XI. Précisez le sens des groupes de mots ci-dessous. Faites-les entrer dans de petites phrases:

une saisie ; une saisie immobilière ; saisir le pouvoir ; saisir au mot ; saisir l'intention de qn ; saisir l'essentiel ; la peur l'a saisi ; être saisi d'admiration ; saisir un tribunal d'une affaire ; saisir l'assemblée d'une proposition, d'un projet ; saisir qn dans ses meubles ;

soumettre au jugement de ; soumettre à l'examen ; soumettre à l'approbation ; être soumis à... ;

être dans les bonnes grâces de qn ; accorder la grâce à un condamné à mort ; demander grâce ; obtenir sa grâce ; faire grâce à qn ; rendre grâces à qn ;

faire part de ... ; faire la part de ... ; à part ; pour ma part ; de la part de ; nulle part ; quelque part ; à part cela.

XII. Parlez des fonctions des différents organes spécialisés appelés à aider l'exécutif et le législatif dans l'exercice de leurs fonctions.

XIII. Lisez et traduisez le texte B en russe.

Texte B. LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL, GARDIEN DE LA CONSTITUTION

Organe juridictionnel, le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat est de neuf ans, non renouvelable et irrévocable. Il se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois de ses membres sont désignés par le Président de la République, les six autres l'étant respectivement et à parts égales par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Les anciens Présidents de la République en sont membres de droit ; toutefois, aucun ancien Président de la République de la V^e République n'y a siégé. Le président du Conseil constitutionnel est nommé par le Président de la République et a voix prépondérante en cas de partage.

Les attributions du Conseil constitutionnel sont strictement définies par la Constitution (articles 58 à 61) et ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours (art. 62). Ses deux principaux pôles de compétence concernent le contentieux électoral et le contrôle de constitutionnalité des lois. Il lui incombe, par ailleurs, de constater l'éventuel empêchement du Président de la République. Enfin, il doit être consulté avant que le Président de la République ne soit investi des pouvoirs exceptionnels (art. 16).

S'agissant du contrôle des élections et des référendums, le Conseil constitutionnel est compétent pour l'élection présidentielle, les élections législatives et sénatoriales, les référendums, ainsi que pour le contrôle des inéligibilités et incompatibilités. Concernant le référendum, le Conseil détient une double fonction : consultative, au préalable, et juridictionnelle, a posteriori, puisqu'il est chargé d'examiner les réclamations relatives au déroulement du scrutin.

Quant au contrôle de constitutionnalité, il convient de distinguer le contrôle obligatoire (conformité des règlements des assemblées et des lois organiques) de celui exercé à titre facultatif (constitutionnalité des lois ordinaires et des traités ou engagements internationaux). En ce dernier domaine, il peut être saisi par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat, et, depuis 1974, par soixante députés ou soixante sénateurs. Cette dernière disposition a permis à l'opposition de soumettre à son contrôle de nombreux textes adoptés par la majorité parlementaire.

Enfin, s'agissant de sa mission de contrôle de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel a pris une décision importante en 1971. Depuis cette date, l'examen du Conseil porte sur la conformité des lois non seulement à la Constitution de 1958, mais également aux textes auxquels elle se réfère, le préambule de la Constitution de 1946 et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, ainsi qu'aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République. Par cette décision, le Conseil constitutionnel est devenu le protecteur des droits et libertés fondamentales des citoyens. En témoigne une jurisprudence désormais abondante, précise et rigoureuse.

UNITE 4

I. Apprenez les mots par coeur:

un droit	пошлина, налог
des particuliers	частные лица
un revenu	доход
un avocat commis	адвокат, выделенный для безвозмездного представительства в суде
un avocat d'office	адвокат по назначению

une audience	судебное заседание
un jugement	судебное постановление
un huis clos	закрытое судебное заседание
une majorité	совершеннолетие
une majorité pénale	уголовно-правовое совершеннолетие
un mineur	несовершенно- летний
soumettre	подвергать, подчинять
une cour d'assises	суд присяжных
une juridiction	юрисдикция, подсудность, суд, судебное учреждение
un dommage	вред, ущерб
un prévenu	подсудимый
une démente	невменяемость
des gens de robe	судебные работники
un fonctionnaire	чиновник
un magistrat du siège	член суда, судья
rendre la justice	отправлять правосудие
rendre compte de qch	отчитываться о чем-либо
un juge d'instruction	следственный судья (производящий предварительное следствие)
une détention	предварительное заключение
un juge de l'application des peines	судья по исполнению наказаний
une réinsertion	трудоустройство
un parquet	прокуратура
un magistrat du Parquet	прокурор, должностное лицо прокуратуры

un magistrat debout requérir	прокурор требовать, ходатайствовать в суде
un substitut	заместитель, помощник прокурора
un ministère public	прокуратура (в целом)
un Garde des Sceaux	министр юстиции (во Франции)
déplacer	смещать с должности
révoquer	отозвать
un auxiliaire	вспомогательный работник
un greffier	секретарь суда
consigner	передать на хранение
un interrogatoire	допрос
une pièce à conviction	вещественное доказательство
plaider	выступать в суде
un barreau	коллегия адвокатов

II. Traduisez les mots et les groupes de mots du français en russe:

un fonctionnaire rémunéré par l'Etat, des particuliers, bénéficiaire de l'aide judiciaire, une assistance gratuite, un avocat commis d'office, énoncer le jugement, la cour d'assises, des mineurs, les gens de robe, se passer dans le pays, la rigidité des textes, constituer une source de droit, les magistrats du siège inamovibles, rassembler les éléments du dossier dans les affaires pénales, éventuellement, un parquet, un magistrat debout, être soumis à l'autorité de qn, révoquer le procureur général, des fonctionnaires chargés des fonctions administratifs, être payé en honoraires des clients, plaider devant le tribunal, passer un examen d'aptitude professionnelle, s'inscrire à l'ordre des avocats, rendre le jugement.

III. Traduisez les mots et les groupes de mots du russe en français:

записаться в коллегия адвокатов, помощник генерального прокурора, сместить с должности генерального прокурора, передать на

хранение дело о судебном заседании, трудоустройство заключённого после выхода из тюрьмы, вести допрос, свободная профессия, давать юридические консультации, от имени своего клиента, секретарь суда, хранить вещественное доказательство, вспомогательные работники правосудия, министр юстиции, прокуратура, требовать, объявить о судебном постановлении, применение закона, закрытое судебное заседание, причинённый ущерб, посадить в тюрьму, уголовно-правовое совершеннолетие, преступление, совершенное несовершеннолетним, быть в состоянии невменяемости, подсудимый, после вынесения судебного приговора, судья, производящий предварительное следствие, предварительное заключение, судья по исполнению наказаний.

IV. Lisez et traduisez le texte A en russe.

Texte A. JUSTICE POUR TOUS

Les grands principes de la justice sont les suivants :

– L'indépendance : selon le principe de la séparation des pouvoirs, le pouvoir judiciaire est indépendant des autres pouvoirs.

– La gratuité : les juges sont des fonctionnaires rémunérés par l'Etat. Cependant il faut payer les droits de justice et les honoraires d'avocats, les particuliers à revenus très modestes peuvent bénéficier de l'aide judiciaire.

– La garantie de la défense : tout accusé peut bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat commis d'office.

– Le caractère public des audiences : sauf si un huis clos est décidé pour des raisons morales ou de sécurité, le jugement est toujours énoncé publiquement.

– La responsabilité pénale : la majorité pénale est fixée à dix-huit ans. Les mineurs sont soumis à une juridiction spécialisée, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs, pour les plus de seize ans ayant commis un crime. Ce sont les parents qui sont responsables des dommages causés par leur enfant. Mais les juges peuvent mettre les enfants en prison (dans des sections pour mineurs) ou les faire suivre par des éducateurs spécialisés.

Il n'y a pas de responsabilité pénale lorsque le prévenu était en état de démence au moment du délit ou du crime.

En France parmi les gens de robe on distingue :

Les magistrats, ce sont des fonctionnaires de l'Etat. Contrairement à ce

qui se passe dans les pays qui suivent la tradition du droit anglo-saxon, ils ont peu de possibilités d'exprimer leur opinion personnelle. La rigidité des textes est cependant compensée par les possibilités d'interprétation de la loi. La jurisprudence, c'est-à-dire l'ensemble des jugements rendus par les tribunaux sur telle ou telle question, est une référence qui constitue une source de droit.

Les juges rendent les jugements : on les appelle les magistrats du siège. Ils sont indépendants du pouvoir exécutif et donc inamovibles ; ils rendent compte de leurs actes devant le Conseil supérieur de la magistrature. Certains juges ont des fonctions particulières :

- le juge d'instruction rassemble les éléments du dossier dans les affaires pénales, décide éventuellement de la détention provisoire ;
- le juge de l'application des peines suit l'exécution de la peine après le jugement et la réinsertion à la sortie de prison.

Les magistrats du Parquet (ou magistrats debout) requièrent debout. Leur rôle n'est pas de prononcer le jugement mais de réclamer l'application de la loi au nom de la société. Le procureur de la République, le procureur général (ou avocat général) et leurs substituts représentent le ministère public, c'est-à-dire le gouvernement. Ils sont soumis à l'autorité du Garde des Sceaux (le ministre de la Justice) et peuvent être déplacés ou révoqués.

Les auxiliaires de justice assistent les magistrats : les greffiers sont des fonctionnaires chargés des fonctions administratives. Ils consignent les interrogatoires et le déroulement des audiences, conservent les pièces à conviction.

Les avocats exercent en profession libérale. Ils sont payés en honoraires par leurs clients. Ils donnent des consultations juridiques, font les actes de procédure au nom de leurs clients et plaident devant les tribunaux.

Les avocats doivent passer un examen d'aptitude professionnelle et s'inscrire à l'ordre des avocats : le « barreau ».

V. Répondez aux questions.

1. Quels sont les grands principes de la justice française?
2. Qui est responsable des dommages causés par les mineurs?
3. Existe-t-il une responsabilité pénale lorsque le prévenu commet un délit ou un crime en état de démence?
4. Qui est un magistrat et a-t-il beaucoup de possibilités d'exprimer son opinion personnelle?
5. Est-ce qu'on peut déplacer les juges et pourquoi?
6. Devant qui rendent-ils compte de leurs actes?

7. Quelles fonctions a le juge d'instruction?
8. De quoi s'occupe le juge de l'application des peines?
9. Quel est le rôle des magistrats du Parquet?
10. Qui représente le ministère public ?
11. Le procureur de la République, le procureur général et leurs substituts, à qui sont-ils soumis?
12. Sont-ils inamovibles?
13. Les greffiers, de quelles fonctions sont-ils chargés?
14. Comment est payé le travail des avocats?
15. Qu'est-ce que les avocats font?
16. Quel examen doivent-ils passer et où doivent-ils s'inscrire?

VII. Réunissez les deux parties de la proposition d'après le sens.

<ol style="list-style-type: none"> 1. Les journaux français suivent surtout les "grandes" affaires qui... 2. L'affaire la plus retentissante des années d'après guerre est ... 3. Mesrine, gangster renommé des années soixante avait fait sa "carrière" en France, aux U.S.A. et au Canada ... 4. Plusieurs fois arrêté il a toujours réussi à s'évader, même de la Santé (тюрьма Санте в Париже)... 5. N'ayant aucun moyen de mettre fin à ses "exploits" la police décide tout simplement de s'en débarrasser en le tuant, ce qu'elle a fait le 2 novembre 1979 ... 6. Naturellement, ce moyen de faire justice ne fait pas la règle, mais l'affaire a en un tel retentissement... 	<ol style="list-style-type: none"> 1. ... sans conteste "l'affaire Mesrine". 2. ... qui est considérée comme la prison la plus sûre de France. 3. ... pendant de longues périodes peuvent retenir l'attention de leurs lecteurs. 4. ... qu'on l'évoque souvent dans les journaux jusqu'à maintenant. 5. ... avec un tel succès qu'il a été déclaré "ennemi public N1". 6. ... en criblant son corps de balles en plein Paris alors qu'il se trouvait dans sa voiture avec une amie.
---	---

VII. Complétez les phrases en utilisant le contenu du texte.

1. Cependant il faut payer les droits ...
2. Les mineurs sont soumis à une juridiction spécialisée, ...
3. Il n'y pas de responsabilité pénale lorsque ...
4. Les magistrats du siège sont indépendants du pouvoir exécutif et donc ...
5. Leur rôle n'est pas de prononcer le jugement mais ...
6. Ils consignent les interrogatoires et ...
7. Les avocats doivent passer un examen ...

VIII. Au lieu des points mettez les mots qui conviennent:

un greffier, judiciaire, une détention, le huis clos, magistrats, causé, les pièces à conviction, plaider, pénal, la cour d'assises, les particuliers

1. Les juridictions administratives sont appelées à connaître les différends qui peuvent opposer ... à l'administration. 2. Le code ... avait été adopté en 1811. 3. ... comprend trois ... et neuf jurés au sort parmi les citoyens qui composent le jury. 4. Le tribunal administratif a le pouvoir d'annuler les décisions administratives irrégulières, soit d'accorder des indemnités en réparation du préjudice ... 5. Le pouvoir ... est, selon la tradition républicaine, indépendant des autres pouvoirs. 6. Le prisonnier protestait vigoureusement contre cette ... illégale. 7. ... a été commencé à 9 heures du matin. 8. ... se trouvaient dans le coffre-fort . 9. Son avocat va ... dès que le dossier sera complet. 10. ... dirige des services du greffe, prend les notes d'audience, recueille les dépositions des témoins, transcrit les jugements sur les minutes et en délivre les copies.

IX. Trouvez les synonymes dans le texte:

une folie, un préjudice, administrer la justice, un justiciable, les citoyens les moins fortunés, jouir de l'aide gratuite d'un avocat, un magistrat debout, recueillir, s'abonner.

X. Précisez le sens des groupes de mots ci-dessous. Faites-les entrer dans de petites phrases:

prison de droit commun; prison de passage; être condamné à la prison; condamner à 2 ans de prison; faire sortir de prison;

justice sommaire, prompte; par autorité de justice; demander justice; être appelé en justice; poursuivre qn en justice; faire justice de qn; faire justice de qch; se faire justice soi-même; se faire justice;

au jugement de; jugement en premier ressort; jugement en dernier

ressort; jugement définitif; rendre un jugement en faveur de qn; mettre en jugement;

débat judiciaire; vente judiciaire; intenter des poursuites judiciaires contre.

- XI. a) Enumérez les grands principes de la justice française.**
b) Parlez des gens de robe en France.

XII. Lisez et traduisez le texte B en russe.

Texte B. L'ORGANISATION DE LA DEFENSE NATIONALE

Le Président de la République est le chef des armées (art. 15 de la Constitution) et dispose, à ce titre, du pouvoir d'engager, en cas de besoin, les forces nucléaires. Le Premier ministre est, pour sa part, responsable de la défense nationale (art. 21), le ministre de la Défense étant chargé de l'organisation et de la mobilisation des forces.

La France a opté pour une armée mixte. Ce principe, réaffirmé en 1994, implique que les armées françaises sont composées d'une part, de jeunes appelés dans le cadre de la conscription, et d'autre part, de cadres professionnels ayant opté pour la carrière militaire. L'armée française comprend également des volontaires. Toutefois, afin de prendre en compte le concept de défense élargie ainsi que le cas des objecteurs de conscience, le service national a été sensiblement diversifié dans ses modalités d'exécution puisque les formes civiles en ont été développées. Un jeune appelé peut donc effectuer son service national au profit de la collectivité (sécurité civile, protection de l'environnement, travail social, etc.), de l'aide au développement (coopération culturelle, scientifique et technique), de l'action humanitaire, etc. En 1994, près de 10 % des appelés, soit 27 000 personnes, ont été concernés par ces formes civiles du service national.

S'agissant du service militaire traditionnel, d'une durée de dix mois, le ministère de la Défense s'emploie à en améliorer l'encadrement et le contenu afin qu'il réponde plus concrètement à l'attente des jeunes. Plusieurs objectifs ont été définis, en particulier, l'amélioration de la gestion des ressources humaines, du statut des appelés et de la formation dispensée, qu'elle soit strictement militaire, générale ou professionnelle au sens le plus large du terme.

UNITE 5

I. Apprenez les mots par coeur:

des barreaux	решетка
abriter	давать приют
carcéral	заключенный
poursuivre en justice	возбудить судебный процесс
une garde à vue	задержание
aboutir à gch	привести к чему-либо
un acquittement	оправдательный приговор
une peine d'emprisonnement avec sursis	условное наказание в виде тюремного заключения
une peine ferme	реальная мера наказания (без отсрочки исполнения)
un casier judiciaire	реестр судебной регистрации
une substitution	замена
une voierie	сеть путей сообщения
pénitentiaire	общего пользования
une réduction de peine	тюремный смягчение наказания
à perpétuité	пожизненный
une libération conditionnelle	условно-досрочное освобождение
incarcéré	заключенный
étendu	продолжительный

II. Traduisez des groupes de mots du français en russe:

la population carcérale, la garde à vue, le juge d'instruction, ordonner la détention provisoire, dans le cas de sursis, les travaux d'intérêt général, effectuer la peine précédente, inscrire au casier judiciaire, des réductions de

peine pour réussite à des examens, le juge d'application des peines, le déroulement de l'enquête, avec un régime plus souple, ayant accompli la moitié de la peine, bénéficier d'une libération conditionnelle, une prison ordinaire, être incarcéré dans une prison ordinaire avec un droit de visite plus étendu, se présenter à des contrôles de police.

III. Traduisez les mots et les groupes de mots du russe en français:

совершить вновь правонарушение, избежать чего-либо, привести к оправдательному приговору, условное наказание в виде тюремного заключения, временное тюремное заключение, возбудить судебный процесс, исполнить предыдущее наказание, сделать запись в судебном реестре, выполнять тюремную работу, малоиспользуемое наказание, смягчение наказания за хорошее поведение, иметь возможность учиться, осудить условно, пожизненное тюремное заключение, политические заключенные, условно-досрочное освобождение, запретить пребывание в некоторых регионах, ход следствия, отбывать наказание.

IV. Lisez et traduisez le texte A en russe.

Texte A. DERRIERE LES BARREAUX

En avril 1988, les prisons françaises abritaient 52 000 personnes, alors qu'en principe il n'y a que 35 500 places!

Si la population carcérale est si importante c'est que la France est le pays d'Europe où le taux de détention provisoire est le plus élevé : près d'un détenu sur deux est un prévenu, c'est-à-dire qu'il est poursuivi par la justice, mais pas encore jugé.

Après la garde à vue, le juge d'instruction peut en effet ordonner la détention provisoire pour permettre le déroulement de l'enquête ou éviter que l'infraction ne soit renouvelée, s'il estime que le prévenu ne présente pas de garanties suffisantes.

Le jugement peut bien sûr aboutir à un acquittement, mais aussi à une condamnation à l'emprisonnement qui peut être ferme ou avec sursis. Toutes les condamnations sont inscrites au casier judiciaire. Dans le cas de sursis, si une nouvelle peine survient dans les cinq années suivantes, la peine précédente doit être effectuée.

Depuis 1975, ont été créées des peines de substitution: l'emprisonnement est remplacé par des travaux d'intérêt général (entretien d'espaces verts, de voiries, de bâtiments publics), mais ces peines sont peu utilisées.

Les détenus peuvent effectuer un travail pénitentiaire. Ils ont la possibilité de faire des études en suivant des cours, soit à l'intérieur de la prison, soit par correspondance.

Des réductions de peine sont accordées par le juge d'application des peines pour bonne conduite ou pour réussite à des examens.

Les condamnés ayant accompli la moitié de leur peine (quinze ans minimum pour les condamnations à perpétuité) bénéficient en principe d'une libération conditionnelle : ils doivent se présenter régulièrement à des contrôles de police et sont interdits de séjour dans certaines régions.

Les prisonniers politiques sont incarcérés dans des prisons ordinaires, mais avec un régime plus souple, un droit de visite plus étendu et sans obligation de travail.

V. Répondez aux questions.

1. Pourquoi en avril 1988 les prisons françaises abritaient-elles 52 000 personnes, alors qu'en principe il n'y a que 35 000 places?

2. Après la garde à vue, le juge d'instruction, pourquoi peut-il ordonner la détention provisoire?

3. A quoi le jugement peut-il aboutir?

4. Où sont inscrites toutes les condamnations?

5. L'emprisonnement, par quoi peut-il être remplacé?

6. Est-ce que les détenus peuvent travailler et faire leurs études dans la prison?

7. Qui peut accorder des réductions de peine et dans quels cas?

8. Quand les condamnés peuvent-ils bénéficier d'une libération conditionnelle?

9. Dans quelles prisons sont incarcérés les prisonniers politiques?

VI. Réunissez les deux parties de la proposition d'après le sens.

1. Les statistiques notent que la criminalité ...	1. ... sont relativement rares.
2. Il est vrai que les "grands crimes"...	2. ... ce qui souvent mène à des fins tragiques : un homme tue son fils de huit ans qu'il avait pris pour un voleur ; le propriétaire d'un café tue sa femme d'un coup de pistolet commettant la même erreur.

<p>3. Il s'agit surtout de délits de moindre importance : vols et pillages de voitures, attaques de personnes dans les rues désertes et...</p> <p>4. Cette montée de la criminalité engendre une certaine nervosité dans la population qui perd confiance dans les possibilités de la police et cherche à se défendre elle-même ...</p> <p>5. Ils sont largement commentés par les médias qui le plus souvent se prononcent ...</p> <p>6. Néanmoins le problème de la criminalité est toujours ...</p>	<p>3. ... a énormément grandi au cours des dernières années.</p> <p>4. ... contre l'autodéfense et réclament que la justice soit faite dans la voie de la légitimité.</p> <p>5. ... à l'ordre du jour et on ne voit guère les moyens d'y mettre fin.</p> <p>6. ... surtout dans le métro, ou tout simplement actes de vandalisme.</p>
--	---

VII. Complétez les phrases en utilisant le contenu du texte.

1. La France est le pays d'Europe où le taux de détention provisoire est le plus élevé: ...
2. Après la garde à vue, le juge d'instruction peut en effet ordonner la détention provisoire pour ...
3. Dans le cas de sursis, si une nouvelle peine survient ...
4. Les détenus ont la possibilité de ...
5. Les réductions de peine sont accordées par ...
6. Les condamnés ayant accompli la moitié de leur peine (quinze ans minimum pour les condamnations à perpétuité) bénéficient ...
7. Les prisonniers politiques sont incarcérés dans ...

VIII. Dans le texte au lieu des points mettez les mots qui conviennent:

des contrôles de police, la vignette, un impôt, la ceinture de sécurité, accidents, le taux, une infraction, retiré, le permis de conduire, une attestation d'assurance, les routes normales, réglementée ;

... est obligatoire pour les conducteurs de voiture. Il faut avoir dix-huit ans minimum pour le passager. Le permis peut être... ou suspendu par le tribunal en cas d' Lors ..., tout conducteur doit pouvoir présenter son permis de conduire, la carte grise de la voiture (la carte d'immatriculation établie par la police), ... et la vignette. ... est à acheter chaque année: c'est

... sur les voitures qui a été créé en 1956 pour alimenter le fonds de solidarité en faveur des personnes âgées (son prix varie selon la puissance et l'âge du véhicule).

Le port de ... est obligatoire pour le conducteur et le passager qui est à l'avant aussi bien en ville que sur route. La vitesse est strictement ... et les dépassements sévèrement réprimés: 130 km/heure sur les autoroutes (qui sont payantes en France), 110 km/heure sur les routes à quatre voies possédant un terre-plein central, 90 km/heure sur ..., 60 km/heure maximum dans les villes (parfois moins).

... d'alcoolémie dans le sang d'un conducteur ne doit pas être supérieur à 0,80 g/litre. Malgré toutes ces mesures et les contrôles de police fréquents, la France détient le triste record des ... de la route dans les pays industrialisés.

IX. Trouvez les synonymes dans le texte A:

la mitigation de la peine, momentané, exécuter la peine, le travail de prison, être défendu, relayer l'emprisonnement par qch, réitérer l'infraction, être emprisonné.

X. Précisez le sens des groupes de mots ci-dessous. Faites-les entrer dans de petites phrases:

peine capitale; sous peine de mort; peine corporelle; peine pécuniaire; peines du coeur; faire de la peine; être en peine de; avoir de la peine; homme de peine; se donner beaucoup de peine; peine perdue; être bien en peine; avec peine; sans peine; à peine;

mettre en application; faire application des articles de la loi; en application d'une loi;

suivre ses habitudes; suivre une profession; suivre le criminel; suivre les événements; suivre du regard; il suit de là que...; comme suit; à suivre; sursis à statuer; loi de sursis; condamné avec sursis; accorder un sursis.

XI. Présentez le résumé du texte A.

XII. Lisez et traduisez le texte B en russe.

Texte B. ORDRE ET DESORDRE

Conformément au principe de la séparation des pouvoirs hérité de la Révolution française, les autorités judiciaires sont chargées de veiller à l'application de la loi, indépendamment du pouvoir législatif et du pouvoir

exécutif. Cependant, les magistrats qui représentent le ministère public sont soumis à l'autorité du ministre de la Justice et donc du gouvernement qui peut faire pression sur eux. Ainsi, différentes affaires ont mis en lumière que ce principe de l'indépendance judiciaire vis-à-vis du politique était parfois bafoué au nom de la "raison d'Etat".

L'ordre et la sécurité, thèmes toujours en tête des préoccupations des Français, sont assurés par l'Etat par l'intermédiaire de la police, qui relève du ministère de l'Intérieur, et de la gendarmerie qui, elle, fait partie de l'armée. Pour les enquêtes portant sur les crimes et délits, la police est placée sous la dépendance étroite des autorités judiciaires.

Les fonctionnaires de police sont recrutés par concours selon leur niveau de qualification (gardiens de la paix, inspecteurs, commissaires) et affectés dans les différents services:

La police urbaine assure la circulation, l'ordre et la sécurité dans les villes de plus de 10 000 habitants (dans les communes plus petites, le maintien de l'ordre est assuré par la Gendarmerie nationale).

Les Compagnies républicaines de sécurité (CRS) maintiennent l'ordre public, par exemple en cas de manifestations.

La Police de l'air et des frontières (PAF) contrôle les frontières, les ports et les aéroports.

La Police judiciaire (PJ) lutte contre les activités criminelles (vols, crimes, banditisme, trafics d'armes ou de drogue).

La direction des Renseignements généraux (RG) recherche les renseignements nécessaires à l'information du gouvernement.

La direction de la Surveillance du territoire (DST) lutte contre les activités d'espionnage.

L'inspection générale de la Police nationale, appelée souvent la police des polices, contrôle l'ensemble des activités des services de police.

СОДЕРЖАНИЕ

Введение.....	3
1. Unité 1.....	4
2. Unité 2.....	9
3. Unité 3.....	14
4. Unité 4.....	20
5. Unité 5.....	28

Учебное издание

Носкова Светлана Андреевна
Саскевич Алла Сергеевна
Серафимович Наталья Александровна

ФРАНЦУЗСКИЙ ЯЗЫК

DROIT

Методические указания

Редактор *И. П. Макаренко*

Технический редактор *Н. Л. Якубовская*

Подписано в печать 15.02.2022. Формат 60×84 ¹/₁₆. Бумага офсетная.
Ризография. Гарнитура «Таймс». Усл. печ. л. 2,09. Уч.-изд. л. 1,61.
Тираж 30 экз. Заказ .

УО «Белорусская государственная сельскохозяйственная академия».
Свидетельство о ГРИИРПИ № 1/52 от 09.10.2013.
Ул. Мичурина, 13, 213407, г. Горки.

Отпечатано в УО «Белорусская государственная сельскохозяйственная академия».
Ул. Мичурина, 5, 213407, г. Горки.